

Les Vingt-Sept discutent pour la première fois de questions d'argent après le Brexit

LE RÉSUMÉ

Dans un an, le Royaume-Uni quittera l'Union européenne, la privant de sa contribution nette d'environ dix milliards d'euros.

Les dirigeants européens ont abordé vendredi, pour la première fois, la manière de gérer cette perte financière.

Il faudra choisir entre la hausse des contributions nationales et des économies sur les politiques historiques telles que la PAC ou les fonds de cohésion versés aux pays moins avancés.

VINCENT GEORIS

Jusqu'ici, le coût du Brexit pour les Européens était resté une question abstraite, voire affective pour ceux qui ont cru, un jour, que le Royaume-Uni s'intégrerait dans l'Union européenne. Vendredi, lors d'un sommet informel des dirigeants de l'UE, cette question a pris une tournure sonnante et réverbérante, à savoir comment combler le trou budgétaire de 10 à 11 milliards causé par le départ du Royaume-Uni, un contributeur net. Pour la première fois depuis l'annonce du Brexit, les Vingt-sept ont débattu du prochain budget européen (2021-2027) à la lumière des nouveaux défis posés par les crises et les évolutions internationales.

Des sacrifices devront être consentis, mais aucun dirigeant n'a l'intention de rentrer dans son pays avec la note du Brexit. «C'est le début d'un débat intense et difficile. Il n'est pas réaliste de penser qu'on puisse aboutir à une solution en quelques jours», résume Charles Michel. Le Premier ministre belge s'était posé la veille en démineur en organisant un «mini-sommet» à Val Duchesse avec une douzaine d'États de l'UE. Rien n'a filtré sur la teneur des débats, mais «le format a permis aux langues de se délier», dit une source. Le temps presse. Dans les mois à venir, l'Europe devra

s'accorder sur le moyen de financer des nouvelles politiques en matière de défense, migration et sécurité. «Il faudra faire vite, confie la chancelière allemande Angela Merkel à une poignée de journalistes. Nous déciderons sur la base de la proposition que fera la Commission début mai.»

Augmenter les contributions nationales

La Commission européenne voudrait proposer d'accroître la contribution par État au budget européen jusqu'à 1,1 ou 1,2% du PIB, contre 1% aujourd'hui. Cette proposition divise l'Europe. Plusieurs États acceptent une hausse du budget, à savoir l'Allemagne, qui est aussi le premier contributeur, l'Italie, la France, la Grèce, l'Espagne et l'Irlande. La Belgique ne s'y oppose pas. «La France est prête à ce que nous ayons un budget

en expansion», dit le président français Emmanuel Macron, évoquant aussi la possibilité de lever «de nouvelles taxes aux frontières, sur le CO2 et les activités numériques».

À l'opposé: les contributeurs nets, comme les Pays-Bas, le Danemark et l'Autriche. «Les contributeurs nets font déjà beaucoup», a dit Sebastian Kurz, le jeune Premier ministre autrichien, qui faisait ses premiers pas au Conseil européen.

Économies sur la PAC et les fonds de cohésion

La Commission, soutenue par l'Allemagne, propose de faire des économies sur les politiques historiques, la politique agricole commune (PAC) et les fonds de cohésion versés aux États pour les aider à rattraper la moyenne économique européenne. «Il faut réduire la bureaucratie, et la PAC est devenue de plus en plus bureaucratique», estime Merkel. La France rejette toute discussion sur la PAC.

L'autre option est de lier les fonds de cohésion à certaines conditions, comme le respect de l'État de droit, de la politique migratoire ou de la concurrence fiscale. L'idée a peu de succès, mais la France et l'Allemagne la soutiennent. «Il serait de bon sens de suspendre certains fonds lorsque les gens ne respectent pas nos règles de base et nos valeurs», dit Macron, visant le dumping pratiqué par la Hongrie

qui vient de baisser son impôt sur les sociétés à 9%. «Quand on fait du dumping social et fiscal, on prend les contributeurs nets pour des imbéciles. L'Europe n'est pas un self-service.»

La chancelière allemande plaide pour lier les fonds de cohésion à des quotas de migrants, les pays de l'Est refusant d'assumer leurs obligations en la matière: «Certains pays sont plus concernés que d'autres par les réfugiés, ce qui crée des besoins financiers dont il faut tenir compte dans le budget.»

LE SUCCESSEUR DE JUNCKER

Qui succédera à Jean-Claude Juncker? Le nom de Michel Barnier circulait avec insistance dans les coulisses du sommet. Mais toute spéculation serait vaine, car les institutions ne s'entendent pas sur la méthode pour le désigner.

Les Vingt-Sept ont remis les pendules à l'heure après que le Parlement a voté un texte selon lequel les députés n'accepteraient que le candidat tête de liste («Spitzenkandidat») du parti ayant remporté les élections européennes. Les conclusions du sommet sont limpides: il n'y aura «aucune automaticité» entre les candidats tête de liste et la désignation du président. Autrement dit, les dirigeants européens veulent conserver la liberté du choix du futur président, conformément au Traité de l'UE. Plusieurs pays se sont opposés à la primauté au «Spitzenkandidat» (France, Belgique, Pologne, République tchèque, Pays-Bas, Finlande, Hongrie, Lituanie, Portugal, Slovaquie). D'autres sont en faveur, comme l'Allemagne, l'Italie et l'Irlande. Mais «ce n'est pas toujours le parti qui a le plus de voix qui a le Premier ministre», dit Angela Merkel. Le président Macron s'est montré déçu par l'abandon de son idée, soutenue par Charles Michel, de créer des «listes transnationales» de candidats aux européennes. Macron a promis d'y travailler pour les élections de 2024. V.G.